

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 3322

[2005/203049]

25 AUGUSTUS 2005. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de percentages van de lestijdenpakketten die voor het schooljaar 2005-2006 uitgedeeld kunnen worden in de inrichtingen voor gespecialiseerd onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, inzonderheid op de artikelen 111 en 213;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 april 2005;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 12 mei 2005;

Gelet op de onderhandelingsprotocollen van het comité van Sector IX en van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, en van het Onderhandelingscomité voor de personeelsstatuten van het vrij gesubsidieerd onderwijs van 16 juni 2005;

Gelet op het advies nr. 38.681/2V van de Raad van State, gegeven op 25 juni 2005, bij toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Bij toepassing van artikel 213 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs wordt de uitdeling van het lestijdenpakket voor het bestuurs- en onderwijzend personeel in de inrichtingen voor gespecialiseerd onderwijs beperkt tot 95 % voor het schooljaar 2005-2006.

De cijfers worden naar boven afgerond.

Art. 2. Bij toepassing van artikel 213 van voornoemd decreet wordt de uitdeling van het lestijdenpakket voor het bestuurspersoneel en opvoedend hulppersoneel van de inrichting voor gespecialiseerd onderwijs vastgesteld op 100 % voor het schooljaar 2005-2006.**Art. 3.** Bij toepassing van artikel 213 van voornoemd decreet wordt de uitdeling van het lestijdenpakket voor het paramedisch, sociaal en psychologisch personeel in de inrichtingen voor gespecialiseerd onderwijs beperkt tot 97 % voor het schooljaar 2005-2006.

De cijfers worden naar boven afgerond.

Art. 4. Bij toepassing van het tweede lid van artikel 111 van voornoemd decreet zal geen enkele betrekking toegekend worden gedurende het schooljaar 2005-2006.**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 2005.**Art. 6.** De Minister tot wier bevoegdheid het Gespecialiseerd Onderwijs behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 augustus 2005.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Presidente,

belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,

Mevr. M. ARENA

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 3323

[2005/203265]

17 NOVEMBRE 2005. — Décret modifiant le décret du 25 février 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.**Art. 2.** A l'article 3, § 1^{er}, du décret du 25 février 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives, ajouter un 3^o rédigé comme suit :"3^o les sociétés de logement de service public visées par le Code wallon du logement pour autant qu'elles soient titulaires d'un droit réel sur un terrain pour une durée minimale de vingt ans, prenant cours à dater de l'introduction de la demande d'octroi de subvention.

Ce terrain sera destiné à la réalisation d'installations qui ont pour objet de définir un espace sportif dans le cadre d'un projet d'animation de quartier accessible à tous."

Art. 3. L'article 4 du même décret est modifié comme suit :1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots "50 %" sont remplacés par les mots "75 %" et les mots "cinq millions de francs" sont remplacés par les mots "quatre cent quinze mille euros";2^o à l'alinéa 4, les mots ", couvert ou non," sont insérés entre les mots "définir un espace sportif" et les mots "dans le cadre d'un projet d'animation";3^o à l'alinéa 4, insérer, après les mots "régies autonomes", les mots "ainsi que les sociétés de logement de service public."

Art. 4. A l'article 5 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° au 1°, les mots "sept cent cinquante mille francs" sont remplacés par les mots "trente-sept mille deux cents euros";

2° au 2°, les mots "un million de francs" sont remplacés par les mots "cinquante mille euros".

Art. 5. A l'article 6 du même décret, l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

"La subvention est calculée sur le montant de l'investissement majoré de la T.V.A. et des frais généraux."

Art. 6. L'article 7 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 7. - Le demandeur transmet son dossier technique à l'administration.

Le dossier technique est soumis à l'accord du Gouvernement endéans les trente jours ouvrables à dater de la réception par l'administration du dossier complet. Toutefois, le Gouvernement peut, par décision motivée et notifiée au demandeur avant l'expiration du délai, le proroger une seule fois pour un nouveau délai de trente jours ouvrables au maximum.

Lorsque le Gouvernement donne son accord sur le projet, cette notification vaut promesse ferme d'octroi de la subvention.

La notification visée à l'alinéa précédent confère un droit subjectif au paiement de la subvention lorsque toutes les conditions fixées sont remplies.

L'intervention financière de la Région ne peut être revue à la hausse après la notification de la promesse ferme."

Art. 7. A l'article 8, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots "cinq millions de francs" sont remplacés par les mots "quatre cent quinze mille euros".

Art. 8. A l'article 9 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° au 1°, les mots "un million cinq cent mille francs" sont remplacés par les mots "septante-quatre mille quatre cents euros";

2° au 2°, les mots "deux millions de francs" sont remplacés par les mots "cent mille euros".

Art. 9. A l'article 10 du même décret, l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

"La subvention est calculée sur le montant de l'investissement majoré de la T.V.A. et des frais généraux."

Art. 10. L'article 11 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 11. - Le demandeur adresse son projet d'investissement à l'administration.

Le projet d'investissement est soumis à l'accord de principe du Gouvernement endéans les trente jours ouvrables à dater de la réception par l'administration du dossier complet. Toutefois, le Gouvernement peut, par décision motivée et notifiée au demandeur avant l'expiration du délai, le prolonger une seule fois pour un nouveau délai de trente jours ouvrables au maximum.

Lorsque le Gouvernement donne son accord de principe sur le projet d'investissement, il fixe le montant provisoire maximal des investissements pouvant être subventionnés."

Art. 11. L'article 12 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 12. - Dès réception de la notification de l'accord de principe, le demandeur transmet, dans les meilleurs délais, le dossier technique au Gouvernement qui statue dans un délai de trente jours ouvrables à dater de la réception du dossier technique complet.

Ce délai est prolongé d'égale durée s'il commence ou arrive à échéance durant les mois de juillet et d'août. Il est toutefois suspendu s'il commence ou arrive à échéance entre Noël et Nouvel An."

Art. 12. L'article 13 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 13. - Dès la notification de l'approbation du dossier technique par le Gouvernement, le demandeur est autorisé à procéder au lancement du marché public. » .

Art. 13. L'article 14 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 14. - Dans les douze mois de la notification de l'accord de principe visé à l'article 11, alinéa 2, le demandeur transmet au Gouvernement le dossier complet relatif à l'attribution du marché. A défaut, l'accord de principe devient caduc.

Le Gouvernement fixe le montant définitif de la subvention après avoir pris en compte et préalablement actualisé à la date de l'ouverture des offres le montant provisoire visé à l'article 11, alinéa 3, et après avoir pris en compte le montant de l'offre approuvée majoré de la taxe sur la valeur ajoutée et des frais généraux.

Le Gouvernement notifie le montant définitif au demandeur.

La notification visée à l'alinéa précédent confère un droit subjectif au paiement de la subvention lorsque toutes les conditions fixées sont remplies.

En cas de révision à la hausse de l'intervention financière de la Région, le montant subsidiable définitif de la subvention ne peut dépasser de plus de 10 % le montant fixé provisoirement conformément à l'article 11, alinéa 3."

Art. 14. A l'article 16 du même décret, il y a lieu d'ajouter les mots "ou à répondre, endéans de brefs délais, aux directives des fédérations sportives" entre les mots "contre l'incendie" et les mots "autoriser le demandeur."

Art. 15. L'article 26, alinéa 2, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"Ces montants sont actualisés au 1^{er} janvier de chaque année.

L'indice de départ à prendre en compte pour le calcul de l'actualisation est l'indice des prix à la consommation du mois précédant l'entrée en vigueur du présent décret."

Art. 16. Les dossiers introduits avant la date d'entrée en vigueur du présent décret restent régis par les dispositions antérieures.

Art. 17. Conformément à l'article 56 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, le présent décret entre en vigueur le dixième jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 17 novembre 2005.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,

M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,

Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Notes

(1) Session 2005-2006.

Documents du Conseil 210 (2004-2005) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance publique du 16 novembre 2005

Discussion. Vote.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 3323

[2005/203265]

17 NOVEMBER 2005. — Decreet tot wijziging van het decreet van 25 februari 1999 houdende toekenning van subsidies voor bepaalde investeringen inzake sportinfrastructuur (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 127, § 1, ervan.

Art. 2. In artikel 3, § 1, van het decreet van 25 februari 1999 houdende toekenning van subsidies voor bepaalde investeringen inzake sportinfrastructuur, wordt een 3^o toegevoegd, luidend als volgt :

3^o de openbare huisvestingsmaatschappijen bedoeld bij de Waalse Huisvestingscode, voor zover ze houder zijn van een zakelijk recht op een grondstuk voor een minimumduur van twintig jaar, ingaand te rekenen van de indiening van het verzoek om toekenning van de subsidie.

Dat grondstuk wordt bestemd voor het optrekken van installaties die tot doel hebben een sportruimte tot stand te brengen in het kader van een voor eenieder toegankelijk buurtwerkproject."

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1^o in lid 1 worden de woorden "50 %" vervangen door de woorden "75 %" en de woorden "vijf miljoen frank" door de woorden "vierhonderd vijftien duizend euro";

2^o in lid 4 worden de woorden "al dan niet overdekt" ingevoegd tussen het woord "sportruimte" en het woord "beogen".

3^o in lid 4 worden na de woorden "hun autonome bedrijven" de woorden ", evenals de openbare huisvestingsmaatschappijen" ingevoegd.

Art. 4. Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1^o onder 1^o worden de woorden "zevenhonderd vijftigduizend BEF" vervangen door de woorden "zevenendertig duizend tweehonderd euro";

2^o onder 2^o worden de woorden "één miljoen BEF" vervangen door de woorden "vijftig duizend euro";

Art. 5. Het eerste lid van artikel 6 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"De subsidie wordt berekend op het bedrag van de investering, verhoogd met de B.T.W. en de algemene onkosten. » .

Art. 6. Artikel 7 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 7.- De aanvrager maakt zijn technisch dossier aan het bestuur over.

Het technisch dossier wordt ter goedkeuring aan de regering voorgelegd, binnen dertig werkdagen te rekenen van de ontvangst door het bestuur van het volledige dossier. De regering kan evenwel bij een gemotiveerde beslissing waarvan aan de aanvrager kennis wordt gegeven vóór verstrijken van de termijn, die termijn één enkele keer verlengen met een nieuwe termijn van hoogstens dertig werkdagen.

Indien de regering met het project instemt, geldt die kennisgeving als vaste belofte van toekenning van de subsidie.

De kennisgeving bedoeld in vorig lid verleent een subjectief recht tot de betaling van de subsidie indien alle vastgestelde voorwaarden vervuld zijn.

De financiële tegemoetkoming van het Gewest kan naar boven worden bijgesteld na kennisgeving van de vaste belofte."

Art. 7. In artikel 8, lid 1, van hetzelfde decreet worden de woorden "vijf miljoen BEF" vervangen door de woorden "vierhonderdvijftien duizend euro".

Art. 8. Artikel 9 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° onder 1° worden de woorden "één miljoen BEF" vervangen door de woorden "vierenzeventig duizend vierhonderd euro";

2° onder 2° worden de woorden "twee miljoen BEF" vervangen door de woorden "honderd duizend euro".

Art. 9. Het eerste lid van artikel 10 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"De subsidie wordt berekend op het bedrag van de investering, verhoogd met de B.T.W. en de algemene onkosten."

Art. 10. Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 11.- De verzoeker richt zijn investeringsproject aan het bestuur.

Het investeringsproject wordt aan de principiële goedkeuring door de regering voorgelegd, binnen dertig werkdagen te rekenen van de ontvangst door het bestuur van het volledige dossier. De regering kan evenwel bij een gemotiveerde beslissing waarvan aan de aanvrager kennis wordt gegeven vóór verstrijken van de termijn, die termijn één enkele keer verlengen met een nieuwe termijn van hoogstens dertig werkdagen.

Indien de regering haar principiële goedkeuring verleent aan het investeringsproject, wordt het voorlopige maximumbedrag van de investeringen die gesubsidieerd kunnen worden, vastgesteld."

Art. 11. Artikel 12 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 12 - Zodra de kennisgeving van het principiële akkoord in ontvangst is genomen, wordt het technisch dossier zo spoedig mogelijk aan de regering voorgelegd, die binnen een termijn van dertig werkdagen te rekenen van de ontvangst van het volledige technische dossier beslist.

Die termijn wordt verlengd met een termijn van gelijke duur indien die termijn aanvangt of eindigt tijdens de maanden juli en augustus. De termijn wordt evenwel opgeschort indien hij aanvangt of eindigt tussen Kerstmis en Nieuwjaar."

Art. 12. Artikel 13 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 13.- Zodra van de goedkeuring van het technisch dossier door de regering kennis wordt gegeven, wordt de verzoeker gemachtigd om de overheidsopdracht uit te schrijven."

Art. 13. Artikel 14 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 14.- Binnen de twaalf maanden na de kennisgeving van het principiële akkoord bedoeld in artikel 11, lid 2, maakt de aanvrager het volledige dossier betreffende de toewijzing van de opdracht aan de regering over. Bij ontstentenis vervalt het principiële akkoord.

De regering stelt het definitieve bedrag van de subsidie vast na het voorlopige bedrag bedoeld in artikel 11, lid 3, in rekening te hebben gebracht en voorafgaandelijk bijgewerkt te hebben op datum van de opening van de offertes en na het bedrag van goedgekeurde offerte, verhoogd met de belasting over de toegevoegde waarde en de algemene onkosten, in rekening te hebben gebracht.

De regering geeft kennis van het definitieve bedrag aan de verzoeker.

De kennisgeving bedoeld in vorig lid verleent een subjectief recht tot de betaling van de subsidie indien alle vastgestelde voorwaarden vervuld zijn.

Indien de financiële tegemoetkoming van het Gewest naar boven bijgesteld wordt, kan het definitieve subsidieerbare bedrag van de subsidie de 10 % van het overeenkomstig artikel 11, lid 3, vastgestelde voorlopige bedrag niet overschrijden."

Art. 14. In artikel 16 van hetzelfde decreet dienen de woorden "of de zo spoedig mogelijke naleving van de richtlijnen van de sportfederaties" ingevoegd tussen de woorden "brandbestrijdingsnormen" en "specifiek beogen".

Art. 15. Artikel 26, lid 2, van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende bepaling :

"Die bedragen worden jaarlijks op 1 januari aangepast.

Het aanvankelijke indexcijfer dat voor de aanpassing berekend wordt, is het indexcijfer der consumptieprijzen van de maand die voorafgaat aan de inwerkingtreding van dit decreet."

Art. 16. De dossiers die vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet worden ingediend, blijven geregeld bij de vroegere bepalingen.

Art. 17. Overeenkomstig artikel 56 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen treedt dit decreet in werking de tiende dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 17 december 2005.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,
M. DAERDEN

De Minister van Vorming,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Nota's

(1) Zitting 2005-2006.

Stukken van de Raad 210 (2004-2005) Nr. 1 tot 3

Volledig verslag, openbare vergadering van 16 november 2005.

Bespreking. Stemming.